

Bulletin d'histoire politique

En 1848, que sont ces patriotes devenus?

Georges Aubin



Volume 6, numéro 3, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063672ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063672ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Aubin, G. (1998). En 1848, que sont ces patriotes devenus? *Bulletin d'histoire politique*, 6(3), 107–112. <https://doi.org/10.7202/1063672ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

C h r o n i q u e
d e s p a t r i o t e s
d e 1 8 3 7 - 1 8 3 8

En 1848,
que sont ces patriotes
devenus ?

•••

Georges Aubin
chercheur en histoire des Patriotes

Dix ans après les sanglants événements de 1837-1838, après les ravages des volontaires pyromanes, y a-t-il encore des patriotes au pays? On est en droit de se poser la question, ne serait-ce que pour mesurer le degré d'authenticité du mouvement patriote. Vit-elle encore, cette petite flamme intérieure qui poussait un peuple vers la liberté démocratique? Son rêve de se débarrasser d'un gouvernement colonial corrompu et tyrannique a échoué, mais l'idéal est-il encore présent dans les cœurs? Après l'amnistie accordée par le gouvernement colonial, l'union qui se concrétise vient-elle saper tout espoir de voir se réaliser l'indépendance du Bas-Canada?

Wolfred Nelson

Le héros de Saint-Denis, Wolfred Nelson, après un séjour de quatre ans à Plattsburgh, a élu domicile à Montréal depuis la fin de l'été 1842; il déclare la faillite de ses affaires à Saint-Denis, se refait une clientèle comme médecin. Un de ses premiers gestes à connotation politique consiste à faire l'éloge du gouverneur Bagot, en janvier 1843, au Marché Sainte-Anne. Le vieux «loup rouge» serait-il devenu monarchiste? L'année suivante, il se

présente aux élections de 1844, dans le comté de Richelieu; il y est invité par Louis-H. LaFontaine, un de ses meilleurs amis, qui avait proposé d'adopter son jeune fils, le jour du départ de Nelson pour les Bermudes. Sa très grande popularité lui permet de battre Denis-Benjamin Viger et de revenir ainsi en politique comme député, bien qu'il ait déclaré ne plus vouloir jamais s'en mêler. En 1848, son nom est à pleines pages dans tous les journaux, quand il accuse Louis-Joseph Papineau d'avoir fui de Saint-Denis, le jour du combat, le 23 novembre 1837.

George-Étienne Cartier

Un autre personnage a vite fait de remiser sa tuque bleue: George-Étienne Cartier, le «petit George», comme on l'appelle, après le combat de Saint-Charles, a passé quelque temps caché, à Verchères, dans la maison de Louis Chagnon-Larose, en compagnie de son cousin Henri. Voulant semer la confusion, il fait paraître dans un journal un entrefilet annonçant qu'ils étaient morts de faim et de froid dans les bois. N'étant plus recherchés, les deux cousins gagnent facilement ainsi la frontière américaine et demeurent un certain temps à Burlington. Une fois revenu, l'avocat George-Étienne Cartier se refait une santé financière. Résolu à faire oublier ses «erreurs de jeunesse», il donne son appui, lui aussi, à LaFontaine et est élu député de Verchères. Denis-Benjamin Viger disait de Cartier qu'il appartient à «ces étoiles qui paraissent brillantes à distance, mais dont l'éclat, purement factice, s'évanouit au plus léger examen.» Peu de temps après, éclatera la rivalité Nelson-Papineau. Au cours du déchaînement de passions que cette dispute soulève dans les journaux, pour savoir si Papineau a fui les lieux du combat, à Saint-Denis, ou s'il est parti en obéissant aux ordres mêmes de Wolfred Nelson, on peut lire ce témoignage qui met un peu de plomb dans l'aile au courage du jeune patriote Cartier à Saint-Denis. Il s'agit d'une déposition de Georges St-Germain.

Le 23 novembre 1837, en entrant dans la maison de Mme St-Germain, ma mère, j'ai aperçu George-Étienne Cartier, écr. avocat, au troisième étage de ladite maison.

Après la détonation du coup de canon qui a coûté la vie à quatre des nôtres, j'ai vu ledit George Cartier sauter fugitivement du dit troisième étage au second, du second au rez-de-chaussée et de là sortir tout tremblant, sous prétexte d'aller chercher des munitions à Saint-Antoine.

Je me rappelle que ledit George Cartier n'est revenu de Saint-Antoine qu'après la bataille, les troupes étant alors en pleine retraite, et j'affirme sans crainte de contradiction que lors du retour du dit George Cartier de Saint-Antoine à Saint-Denis, les troupes étaient éloignées de ce dernier endroit d'une distance d'au moins douze arpents.

Je me souviens de plus que ledit jour 23 novembre 1837, le Dr Nelson a dit en ma présence et en celle de nombre de citoyens des paroisses Saint-Denis et Saint-Antoine, qu'il avait expressément ordonné à M. Papineau de s'éloigner du champ de bataille, ne voulant pas qu'il exposât des jours aussi précieux aux hasards d'un combat si incertain.

J'ai ouï dire, ledit jour 23 novembre 1837 (et c'était la rumeur publique) que ledit George Cartier, pour aller chercher les dites munitions, n'a pas traversé en bas de l'île, mais bien en haut, dans un endroit où les troupes ne tiraient pas et où conséquemment il n'y avait aucun danger.

Je me souviens encore que ledit jour 23 novembre 1837, j'ai vu ledit George-É. Cartier affublé (au meilleur de ma connaissance) d'une tuque bleue.

Je dis de plus que j'ai parfaitement bien connu un nommé Joseph Bélanger, alias Le Gas Bélanger, ci-devant de Saint-Denis; que lors de son séjour dans cette paroisse, il jouissait d'une petite... petite... petite... réputation.

Et lecture du présent m'ayant été faite, je déclare qu'il contient l'exacte vérité. En foi de quoi j'ai signé.

G. St-Germain (1)

En attendant d'assister au triomphe du petit George Cartier, l'un des pères de la Confédération, on peut penser qu'en 1848, le député de Verchères polit son image de politicien habile et de monarchiste jovialiste. Les archives du Séminaire de Nicolet ont conservé une photo nous montrant un Cartier à côté d'Étienne Chartier, l'ancien curé patriote. On dirait deux collégiens en mal de publicité. Pour service rendu, La Grande-Bretagne récompensera Cartier en lui accordant le titre de *Sir*. Est-ce là un honneur? En français on dit: «Sire», mais, nous dit Montaigne, «c'est un titre qui se donne à la plus élevée personne de notre État, qui est le roi, et se donne aussi au vulgaire, comme aux marchands»(2). Ce titre va bien à Cartier.

En décembre 1837, on l'avait vu aux camps de Saint-Eustache et de Saint-Benoît. Même en chaire, le curé Chartier exhortait ses paroissiens pour qu'ils se soulèvent, qu'ils marchent contre le gouvernement corrompu, qu'ils prennent les armes enfin, car c'était leur seul espoir. Mais pendant le combat de Saint-Eustache, le curé Chartier se sauve vers la frontière, en compagnie de Chamilly de Lorimier, du Dr Brien et de quelques autres.

On peut dire de Chartier qu'il fut réellement le seul prêtre du Bas-Canada à prendre une part active au mouvement insurrectionnel. L'évêque Lartigue le lui fera payer en le poursuivant de l'excommunication et en lançant un interdit contre lui, valide même en sol américain. Pour cela, il a pris soin d'en écrire à plusieurs évêques des États-Unis: Chartier ne peut plus dire la messe ni occuper une cure, ce qui le prive de tout revenu.

Cependant, il prend part à la résistance en compagnie des patriotes exilés à Burlington, Swanton, St. Albans; il se déniche une cure à Salina, près de Syracuse, dans l'État de New York, et à Philadelphie, et il sera un des artisans du départ de Papineau pour la France. Chartier ira même espionner ce dernier à Paris pour voir s'il s'acquitte bien de son mandat, qui est de recueillir des appuis militaires et financiers à la cause. Voulant redorer son blason, le curé patriote songe à s'adresser à Rome pour faire casser l'interdit de son évêque contre lui. Mais, pendant qu'il est en France, il apprend la mort de Mgr Lartigue. Il rentre aussitôt aux États-Unis, végète quelque temps dans une cure en Indiana. Tout à coup, il laisse tout tomber et décide de rentrer au pays. Il se jette aux pieds de l'évêque Bourget, déclare que tout son passé patriote ne vaut rien et qu'il est bien résolu à occuper une cure sans plus se mêler de politique. Sa rétractation (3) jette la consternation dans les milieux réformistes.

Mais on n'attendrit pas un évêque aussi facilement. Pour mettre à l'épreuve son enfant prodigue, Mgr. Bourget lui demande encore quelque temps de réflexion. Chartier retourne alors à Vincennes, dans l'État d'Indiana; on le retrouve ensuite en Louisiane, à Détroit. Enfin, à l'automne de 1845, il obtient la cure de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le comté de Rouville, où il entreprend aussitôt de combattre impitoyablement une secte protestante du voisinage.

Étienne Chartier fait paraître dans les journaux de 1848 une longue lettre qu'il avait écrite à Papineau en 1839, sans jamais la lui avoir envoyée (4); cette lettre voit le jour à la demande de Wolfred Nelson, en plein combat Nelson-Papineau, et elle a pour but d'assener le coup fatal à Papineau et à ses idées d'annexion. C'est en ce sens que Chartier écrit à Wolfred Nelson:

Que l'Angleterre nous accorde aujourd'hui la libre navigation du Saint-Laurent et qu'elle laisse fonctionner de bonne foi notre nouvelle constitution du gouvernement responsable, je trouve que nous avons sous la main tous les matériaux nécessaires d'une prospérité prompte et certaine, si nous savons en profiter, et surtout si nous sommes unis, si tous les libéraux savent soutenir ceux qu'ils ont portés au pouvoir et éconduire tous ceux ou plutôt celui qui préférerait voir - je devrais dire, faire périr la patrie plutôt que de la voir sauver par une autre main que la sienne.

Quant à l'Union, si l'expérience vient à démontrer aux deux provinces que c'est un état de choses anormal et impraticable, elles s'entendront bientôt sans doute pour en demander simultanément le rappel, qui dans ce cas-là sera indubitablement accordé par le parlement impérial... (5)

C'est là le langage du patriote qui vient de jeter sa tuque aux orties pour rentrer dans les rangs des unionistes et des partisans du compromis.

En 1848, les seuls lieux où se rallient les idées de gauche sont l'Institut canadien et le journal *L'Avenir*. Pour le reste, on pourrait parler longtemps de mutation, de défection, de détournement d'opinion. La flamme révolutionnaire, en 1848, est pour le moins vacillante. Les rues de Montréal sont pleines de ces anciens rebelles qui fraternisent avec l'ennemi ou qui, remplis de merveilleuses illusions, mettent leur dernier espoir en ce nouveau «gouvernement responsable».

Le mouvement patriotique s'éteint peu à peu, à mesure que le gouvernement de l'Union s'installe. En 1849, les tories pourront impunément semer la terreur à Montréal pendant quelques jours, sans être arrêtés. Le jour de la sanction du bill d'indemnité, l'édifice du Parlement est incendié, occasionnant la perte de plus de 25 000 volumes rares et une quantité de documents d'archives. On assiste alors à une véritable victoire tory, la dernière.

La dernière? Vraiment? Les plus fanatiques tories, les Orangistes, sont encore bien vivants; ils ont peut-être quitté Montréal, mais on les retrouve aujourd'hui en abondance à Belfast et à Toronto.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *L'Avenir*, 26 août 1848.
2. Montaigne, *Les Essais*, I, 54.
3. *Gazette de Québec*, 14 décembre 1841; *Le Canadien*, 17 décembre 1841.
4. Le manuscrit de cette lettre est aux Archives du séminaire de Nicolet, F003/P22/13:6. Reproduite dans *BRH*, 43-44 (1937): 112-140.
Voir aussi *Le Journal de Québec*, 16 janvier 1849.
5. Lettre d'Étienne Chartier à Wolfred Nelson, 30 novembre 1848, Archives du séminaire de Nicolet, F003/P22/13:7. Reproduite dans le *BRH*, 43-44 (1937): 140-142.